

Retraites, allocations familiales, pouvoir d'achat... Les Français à la diète

Article rédigé par *La Sélection Hebdo*, le 03 septembre 2018

Source [La Sélection Hebdo] La rentrée politique précède toujours de quelques jours la rentrée scolaire. Le Premier Ministre, Edouard Philippe, a donc fait sa rentrée, et quelques annonces, dans les colonnes du Journal du Dimanche. Nombre d'entre elles suscitent la polémique.

En effet, **certaines allocations sociales ne seront désormais plus indexées sur l'inflation**. En 2019 et 2020, ce sera le cas des pensions de retraite, des allocations familiales et des aides personnalisées au logement (APL). **Leur montant progressera de seulement 0,3%. Un chiffre à comparer aux 2,3% d'inflation attendus pour l'instant en 2018, tandis que les salaires, eux, ne suivent pas.** Le gouvernement parle d'en finir avec « *l'augmentation indifférenciée des allocations* ». Désindexer les pensions de retraite devrait faire perdre plus de 200 euros par an aux retraités. Le calcul est le même pour les familles.

Après le plafonnement du taux du livret A, toujours le placement préféré des Français, à 0,75% jusqu'en 2020, la perte de pouvoir d'achat devrait se ressentir tant chez les plus modestes que dans les classes moyennes, renforçant la perception d'un « *gouvernement des riches* ». Pour contrebalancer cette impression, RSA, prime d'activité, allocation adulte handicapé et minimum vieillesse demeureront revalorisés comme par le passé. Mais le message ne suffit pas. Afin, dixit Edouard Philippe, de « *privilégier la rémunération de l'activité* », **les cotisations salariales sur les heures supplémentaires seront donc supprimées à compter de septembre 2019**. Cette mesure, dont le coût pour l'État est estimé à 2 milliards d'euros par an, devrait offrir 200 euros de pouvoir d'achat supplémentaires aux Français. Un emprunt a posteriori au « *travailler plus pour gagner plus* » de l'ère Sarkozy.

"Il n'y aura aucune augmentation d'impôts du quinquennat", martelait il y a peu le ministre des Finances Bruno Le Maire sur RTL. « *Nous augmentons très modérément c'est vrai*, argumente Gérald Darmanin en revenant sur les annonces d'Edouard Philippe. *Mais il y aura la suppression de la taxe d'habitation, en moyenne 600 euros. L'année prochaine, c'est 400 euros de moins de fiscalité.* » Mais in fine, le gouvernement joue sur les mots, ainsi que sur la technicité de mesures échappant au grand public, telles que la désindexation. D'autant plus que si les impôts n'augmentent pas, les taxes si. **Avec une augmentation du prix des produits pétroliers de 21,8 %, le moindre plein d'essence, en hausse de 10 à 15 euros, en est la preuve au quotidien pour bien des Français. Les prix de l'énergie ont quant à eux bondi de 14,3 % sur un an, celui du gaz de 17,3 %.** Même constat pour la facture des produits frais, en hausse de 6,4 %... Le moral des Français, en cette période de rentrée, risque bien d'être comme leur pouvoir d'achat : en berne.